



**Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde**

**Le Directeur Départemental,**

**à**

**Monsieur le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer  
Service Urbanisme, Aménagement,  
Transports  
SUAT/unité planification  
Cité Administrative  
Rue Jules Ferry - B.P. 90  
33090 BORDEAUX CEDEX**

**à l'attention de Geneviève MANCIET**

**Bordeaux, le**

**23 AOUT 2012**

Groupement Opération Prévision  
GOP/PRAP/RMU/ASD/A.69375/2012 - 73588  
Vos réf : V/Transmission en date du 17 juillet 2012  
Affaire suivie par lieutenant FRATTINI et sgt/c LATRILLE  
Tél : 05 57 98 00 45

**Objet : Plan Local d'Urbanisme  
Commune de CASTRES SUR GIRONDE**

**P.J. :** - Caractéristiques d'une réserve incendie  
- Caractéristiques des voies engins

Par courrier cité en référence, vous sollicitez l'avis du Service Départemental d'incendie et de Secours sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de CASTRES SUR GIRONDE au titre de l'arrêté.

Après examen des zonages proposés dans le projet, veuillez trouver mes observations venant en complément de celles formulées précédemment.

**1. Rappels généraux sur les besoins en défense incendie et accessibilité**

Il convient d'implanter des points d'eau incendie de façon à ce que toute construction puisse bénéficier d'une défense incendie à moins de 200 m. Ces points d'eau doivent permettre aux sapeurs-pompiers de disposer de 120 m<sup>3</sup> en 2 heures.

La circulaire du 10 décembre 1951 définit les besoins et les moyens pour y parvenir. La lettre préfectorale du 10 mai 2004 relative à la prise en compte de la défense incendie dans les actes d'urbanisme adressée aux maires, précise un certain nombre d'ajustements en ce qui concerne le risque faible.

Les zones ouvertes à l'habitat doivent être desservies par des voies répondant aux caractéristiques énoncées dans la fiche annexée.

Les voies en cul-de-sac de plus de 60 m doivent permettre le retournement et le croisement des engins de secours. Toutefois pour les voies privées desservant un seul logement, il est admis que la bande de roulement ne fasse que 3 m de large lorsque le retournement est rendu possible sur la parcelle.

Les voies sous porche ou pont doivent permettre le passage des engins de secours, le gabarit étant de 3 m en largeur et 3,5 m en hauteur.

Lorsque l'accès à des groupements de logements comporte un dispositif de fermeture, ce dernier doit permettre le passage des secours. Son ouverture doit être compatible avec les clefs ou outils en possession des sapeurs-pompiers.

## **2. Etude des secteurs à ouvrir à l'urbanisation**

- **Zone 1 AUb** : cette zone d'extension de l'habitat est actuellement bien défendue.
- **Zone 1 AUc** : cette zone d'extension de l'habitat est actuellement partiellement défendue. La défense incendie devra permettre aux sapeurs-pompiers de disposer de 120m<sup>3</sup>/h en 2 heures sur chaque parcelle.
- **Zone 1 AUd** : cette zone d'extension de l'habitat est actuellement bien défendue.
- **Zone 1 AUe** : cette zone d'extension de l'habitat est actuellement bien défendue.
- **Zones 2 AUa, 2 AUf, 2 AUG** : ces zones d'extension de l'habitat sont actuellement partiellement défendues. La défense incendie devra permettre aux sapeurs-pompiers de disposer de 120m<sup>3</sup>/h en 2 heures sur chaque parcelle.

## **3. Risques majeurs**

La commune étant classée dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs comme étant exposée au risque **inondation**, il convient d'annexer au PLU les Plans de Prévention des Risques majeurs Naturels ou Technologiques approuvés par l'autorité préfectorale.

La commune, en raison de sa surface boisée et du nombre de départs de feux enregistrés, est classée dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs comme étant exposée au risque feu de forêt.

Il convient de favoriser, en concertation avec les sapeurs-pompiers et les ASA de DFCI, les mesures de prévention ci-après en application de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2005 portant règlement sur la protection de la forêt contre l'incendie dans le département de la Gironde :

- création d'accès de secours entre la forêt et les constructions ;
- création de « zones tampon » permettant aux secours la mise en place de dispositifs de lutte suffisamment en amont des constructions ;

- refus de l'habitat isolé au sein du massif forestier.

Enfin, les règles de débroussaillage doivent être incluses dans le règlement du plan d'urbanisation (article L. 322-3 du code forestier).

De plus, les propriétaires ou leurs ayants droit qui réaliseront des travaux d'assainissement importants, tels que l'ouverture de fossés profonds et de grande longueur, de nature à s'opposer au passage des engins de lutte contre l'incendie ou à rendre ce passage très difficile ou périlleux, sont tenus de prévoir ou de réaliser simultanément des dispositifs de franchissement suffisants, tels que, selon le cas : gués ou passages sur buses armées pour les fossés ou collecteurs. Ces dispositifs doivent être distants les uns des autres de 500 mètres maximum et d'une largeur minimale de 7 mètres. Ils doivent être signalés de façon assez visible pour être aisément repérables par les sauveteurs (Règlement départemental de protection de la forêt contre les incendies, art. 14-2).

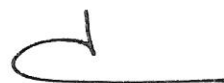
Conformément à l'art. 14-3 de ce même règlement, un espace libre permettant le passage des engins de lutte contre les feux de forêts entre des propriétés clôturées, doit être également imposé tous les 500 mètres maximum. Il doit en être de même à l'extrémité de toute route en cul-de-sac ou de tout lotissement "en raquette".

S'agissant des obligations liées à des exploitations ou installations particulières, l'implantation de bâtiments industriels est interdite à moins de 20 m des peuplements résineux. Cette distance est portée à 30 m pour des installations classées, soumises à déclaration ou à autorisation, représentant des risques particuliers d'incendie ou d'explosion (Article 2-3-3).

#### **4. Modification du Plan**

Tout projet ultérieur de modification doit faire l'objet d'une consultation du Service Départemental d'incendie et de Secours de la Gironde.

Le Directeur Départemental, *z*



**Colonel Jean-Paul DECELLIERES**

Copies pour information à :

- Groupement Sud Est
- CIS La Brède
- Mairie de CASTRES SUR GIRONDE

Demi-raccord de 100 mm :

- situé de 0,80 à 1 mètre max. du sol,
- auto-étanche de type AR (aspiration-refoulement),
- équipé de bouchon obturateur,
- tenons disposés verticalement et protégés de toute agression mécanique ou pose d'un raccord mobile (Cf. photo au verso).

CREPINE D'ASPIRATION

Ø de 100 mm

(NF S 61 842) située à :

- 0,30 mètre au moins sous la nappe d'eau
- 0,50 mètre minimum du fond

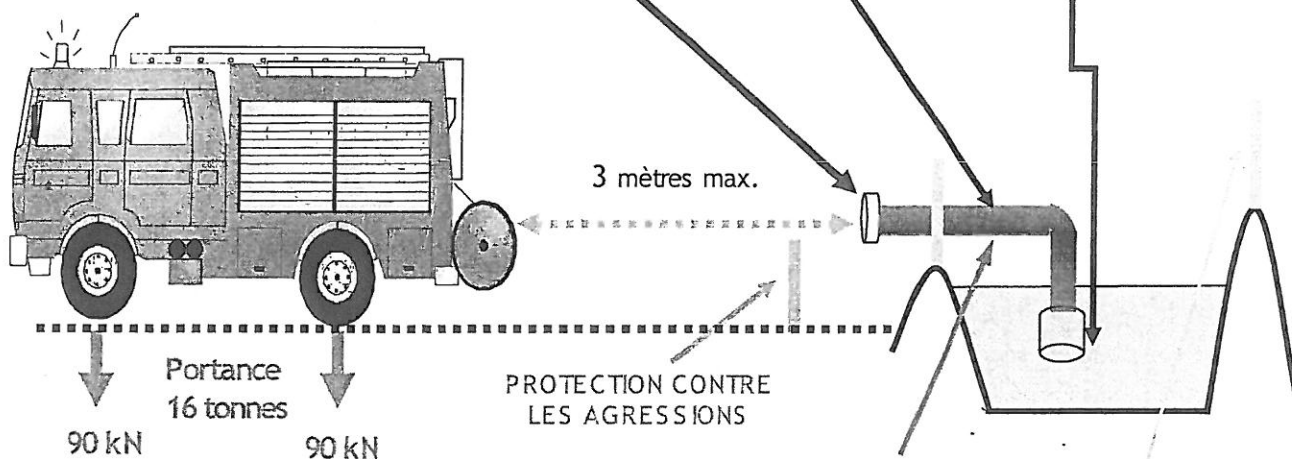
Colonne  
d'aspiration  
Ø de 100 mm

3 mètres max.

PROTECTION CONTRE  
LES AGRESSIONS

ATTENTION ! Le tuyau d'alimentation ne devra pas réaliser de "Col de Cygne" afin de ne pas provoquer de problème d'amorçage pour les pompes

GRILLAGE DE  
PROTECTION

◆ Remarques complémentaires :

La réserve d'eau sera signalée, accessible, aménagée et utilisable en tout temps.

Sa capacité pourra être éventuellement diminuée en fonction du débit horaire de l'appoint, si celui-ci est au moins égal à 15 m<sup>3</sup>/h.

Un marquage du niveau et de sa capacité utile sera réalisé.

L'aire d'aspiration :

- sera de 4 mètres de large sur une longueur de 8 mètres,
- aura une pente de 2% environ,
- peut être parallèle ou perpendiculaire à la réserve,
- sera balisée.

Le volume d'eau nécessaire au service d'incendie devra être assuré en tout temps par le propriétaire.

Celui-ci devra prendre toute disposition lors des opérations de nettoyage pour répondre aux besoins évalués.

## OBJET

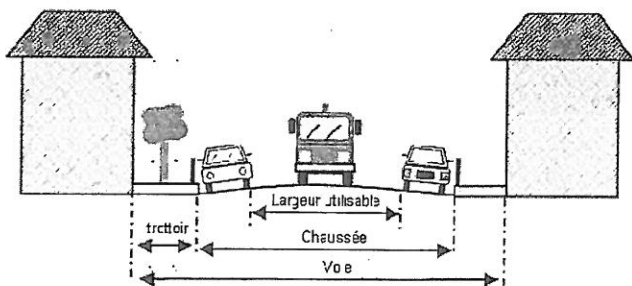
Elles permettent le déplacement et le stationnement des véhicules d'incendie et de secours normalisés.

## REFFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

- Arrêté du 25 juin 1980 relatif au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (art. CO2-§1 « voie utilisable par les engins de secours »).
- Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie dans les bâtiments d'habitation (art.4-A- voie utilisable par les engins des services de secours et de lutte contre l'incendie).

## CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES VOIES

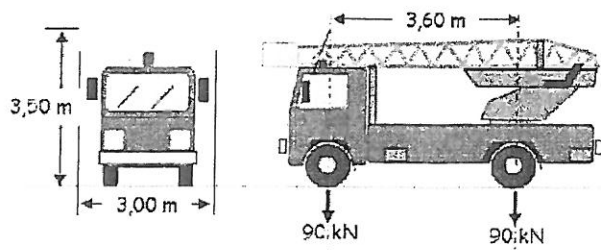
La « voie engins » est une voie dont la chaussée répond aux caractéristiques suivantes quel que soit le sens de la circulation suivant lequel elle est abordée à partir de la voie publique.



- **Largeur utilisable :  $\geq 3$  mètres**  
(bandes réservées au stationnement exclues)

► **Force portante**

- calculée pour un véhicule de 160 kilos newtons
- avec un maximum de 90 kilonewtons par essieu,
- ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum

► **Résistance au poinçonnement :**

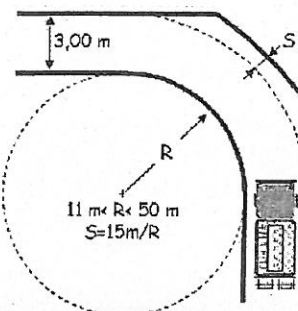
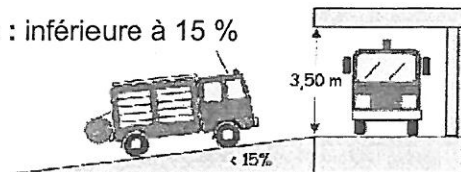
80 N/cm<sup>2</sup> sur une surface minimale de 0,20 m<sup>2</sup>

► **Rayon intérieur minimum de braquage :**

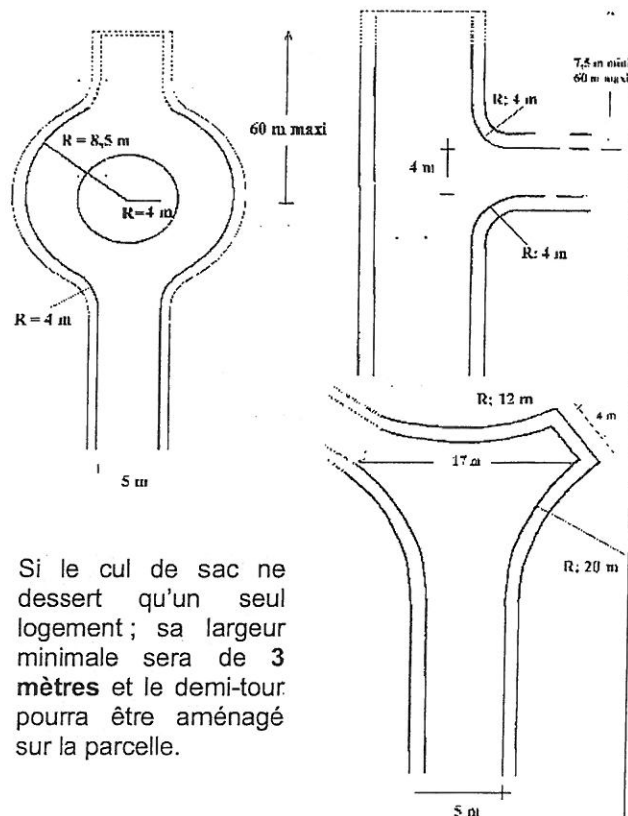
$R > 11$  mètres

► **Sur largeur**

$S = 15/R$  dans les virages de rayon inférieur à 50 m (S et R exprimés en mètres)

► **Hauteur libre de passage : 3,50 mètres**► **Pente : inférieure à 15 %**► **Voie en cul de sac > 60 mètres**

La voie doit permettre le croisement des engins en ayant une largeur utilisable de 5 mètres et permettre leur demi-tour par la mise en place de l'une des trois solutions ci-après



Si le cul de sac ne dessert qu'un seul logement ; sa largeur minimale sera de 3 mètres et le demi-tour pourra être aménagé sur la parcelle.